



ARRETE N° 096 / 2026
REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA
CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
RUE DE KERGLEUZ

Le Maire de la Ville de Guipavas,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et L. 2213-2 à L. 2213-5 ;

Vu le Code de la Route ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – 8ème partie – Signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 ;

Vu la demande conjointe, en date du 19 février 2026, des entreprises LA VOIX DES ARBRES – Rostiviec – 29470 LOPERHET et AUX ARBRES ETC BZH – Traonvoez – 29800 SAINT-URBAIN, sollicitant un arrêté de circulation ;

Considérant que pour permettre des travaux d'abattage sécuritaire, pour le compte de M. GERARD, habitant 75 rue de Kergleuz à Guipavas, rue de Kergleuz à Guipavas, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Guipavas ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

Du lundi 23 février 2026 au mercredi 25 février 2026, la chaussée, rue de Kergleuz, sera barrée et la circulation routière sera interdite, au droit du chantier.

Les sociétés LA VOIX DES ARBRES – Rostiviec – 29470 LOPERHET et AUX ARBRES ETC BZH – Traonvoez – 29800 SAINT-URBAIN sont autorisées à intervenir sur le domaine public municipal, sisé rue de Kergleuz à Guipavas, pour installer, temporairement, sur le domaine public, une nacelle automotrice, dans le cadre d'une prestation d'élagage et d'abattage sécuritaire, au bénéfice de M. GERARD, habitant du 75 rue de Kergleuz à Guipavas.

Article 2 : Circulation

La circulation routière sera interdite rue de Kergleuz, pendant la durée des opérations de chantier.

Vitesse : la vitesse maximale autorisée de tous les véhicules est abaissée à 10 km/h à proximité des travaux. Cette zone de limitation débutera 50 mètres en amont de l'accès au chantier dans les deux sens de circulation.

Alternat : la circulation routière pourra être alternée, manuellement ou par l'implantation d'une signalisation verticale temporaire composée de panneaux de chantier B 15 / C 18, durant les manœuvres de la nacelle.

Dépassement : les opérations de dépassement sont strictement interdites au droit et dans la zone distinctement matérialisée du chantier jusqu'à son terme définitif.

Article 3 : Propreté

Toutes les précautions sont prises pour éviter les pollutions. Les abords du chantier devront être maintenus dans un parfait état de propreté.

Les pétitionnaires s'avèrent responsables de tout accident, dégât ou dommage quelles qu'en soient la nature et l'ampleur, causé au domaine public, à tout ouvrage public, aux plantations qui s'y trouvent, aux usagers, au tiers, ou aux biens de ceux-ci, résultant de son fait, ou du fait des choses placées sous sa garde, ou du fait de ses préposés, salariés ou non, ou des choses dont ces derniers ont la garde, dès lors que le fait générateur est survenu pendant l'exécution des travaux en cours.

Dans l'hypothèse où une dégradation du domaine public survenait, les pétitionnaires sont tenus d'y remédier immédiatement à leurs frais et conformément aux instructions délivrées par le service gestionnaire dudit domaine public.

A l'échéance des travaux, les bénéficiaires procéderont à leurs charges et sous leurs responsabilités, au nettoyage et à la parfaite restauration de l'état primitif de l'espace public utilisé.

Article 4 : Stationnement

Le stationnement des véhicules, sera interdit au droit et dans la zone distinctement matérialisée du chantier jusqu'à son terme définitif.

En cas de trottoir impraticable, les piétons seront invités à emprunter l'accotement opposé au site d'intervention. La déviation du cheminement piétonnier sera alors signifiée par des panneaux « Piétons, traversée obligatoire » implantés sur les passages piétons existants en amont et en aval de la zone de travaux ou à défaut, par la création d'un franchissement pédestre provisoire, concrétisé par une signalisation verticale d'approche et de position adaptée.

Article 5 : Signalisation

Les signalisations et pré-signalisations de position adéquates, conformes à la réglementation en vigueur à la date du démarrage des travaux, seront mises en place et entretenues par les entreprises LA VOIX DES ARBRES – Rostiviec – 29470 LOPERHET et AUX ARBRES ETC BZH – Traonvoez – 29800 SAINT-URBAIN, qui assureront par ailleurs la protection et le balisage du chantier, la sécurité des piétons, ainsi que la continuité des cheminements piétons, auront en charge l'information dans les délais utiles des usagers concernés, et seront responsables des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation et de tous dommages et accidents pouvant résulter des travaux

Article 6 : Sanctions

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront sanctionnées par procès-verbaux et poursuivies devant les juridictions compétentes, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Les véhicules se trouvant en stationnement irrégulier seront déplacés par une entreprise spécialisée dans le dépannage automobile, aux frais de leur propriétaire et au tarif départemental, après mise en place dûment constatée de la signalisation d'interdiction, dans les délais utiles.

Article 7 : Exception

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux véhicules de secours ou du service incendie, ainsi qu'aux riverains de la rue de Kergleuz

Article 8 : Application

Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de Guipavas, Madame la Commandante de la Communauté de Brigades de Gendarmerie Nationale et tous les agents de la force publique sous leur autorité respective, Messieurs et Mesdames les Directeurs des entreprises LA VOIX DES ARBRES ET AUX ARBRES ETC BZH, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Maire

- *Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.*
- *Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes (par voie postale au 03 Contour de la Motte-35000 RENNES ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours Citoyens » sur le site www.telerecours.fr) dans le délai de deux mois à compter de la présente notification.*

Guipavas, le 19 février 2026

Pour le Maire,
Par délégation,
Jacques GOSSELIN,
Adjoint aux Travaux

